



## Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

97-1 | 2009

Semaine alpine 2008 : innover (dans) les Alpes

---

# L'innovation au pluriel des cré-acteurs alpins

Andréa Finger-Stich

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rga/809>

DOI : 10.4000/rga.809

ISSN : 1760-7426

### Éditeur

Association pour la diffusion de la recherche alpine

### Édition imprimée

Date de publication : 26 mai 2009

ISSN : 0035-1121

### Référence électronique

Andréa Finger-Stich, « L'innovation au pluriel des cré-acteurs alpins », *Revue de Géographie Alpine / Journal of Alpine Research* [En ligne], 97-1 | 2009, mis en ligne le 22 juin 2009, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rga/809> ; DOI : 10.4000/rga.809

---



*La Revue de Géographie Alpine* est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

# L'innovation au pluriel des cré-acteurs alpins

Andréa Finger-Stich

HEPIA (HAUTE ÉCOLE DU PAYSAGE, D'INGÉNIERIE ET D'ARCHITECTURE)

andrea.finger@wanadoo.fr

**Résumé :** La capacité d'innovation pour un développement durable des territoires alpins ne peut dépendre uniquement de conditions économiques, légales et politiques définies par les Etats aux échelles nationale et internationale. Elle dépend aussi de conditions locales, qui situent historiquement et géographiquement les acteurs dans une continuité de relations sociales et écologiques. Cette perspective accentue l'importance de la dimension collective, donc organisationnelle, du processus d'innovation, allant de l'imagination, puis au développement, à la réalisation – voire la diffusion – d'une nouvelle pratique. Le point de vue de cet article est qu'une innovation, pour contribuer au développement durable des Alpes, doit changer les rela-

tions écologique, politique, sociale et culturelle, qui engagent les acteurs du territoire. Ce changement affecte tant l'objet territoire que le sujet acteur du territoire. C'est pourquoi, innover dans les Alpes revient aussi à innover les Alpes et les acteurs alpins (Cosalp, 2008). Sur la base d'une recherche sur la participation des populations locales dans la gestion de forêts communales alpines, l'article relève l'importance des interactions locales impliquant les acteurs d'occupations, genres, âges et origines diverses<sup>1</sup>.

**Mots-clés :** innovation organisationnelle pour le développement durable des territoires, gouvernance participative, valorisation des patrimoines locaux.



## Introduction : Pourquoi situer l'innovation localement ?

Pourquoi cet intérêt pour l'innovation ? Le contexte de la crise écologique et économique appelle certes au changement, mais comme la modernisation et le type de changements qu'elle génère pose problème, il s'agit de s'interroger sur la nature du changement désirable, comme sur les conditions qui rendent les acteurs concernés aptes à le créer. Pour que l'innovation soit soutenable elle doit faire sens, elle doit répondre aux enjeux posés par son époque et correspondre aux valeurs des acteurs concernés. Selon la théorie de l'interaction, la construction du sens résulte d'un travail collectif par lequel les acteurs en présence dans un lieu-moment réinterprètent leur passé, au vu de leur situation actuelle, pour imaginer des futurs désirables. En temps de crise, le futur est perçu comme incertain, et la construction du sens dans un lieu partagé contribue à la sécurité (ontologique)

<sup>1</sup> Social Agency in Alpine Communal Forests: Local Actors' Interactions with Communal Forests in the French and Swiss Alps. University Albert-Ludwig Fribourg in Brisgau (Allemagne), 2005, <http://www.freiburg.uni-freiburg.de>.

des individus et des collectivités (Giddens, 1990, 1991)<sup>2</sup>. L'innovation pour être portée doit alors s'enraciner dans une représentation partagée de ce qui doit être conservé et de ce qu'il compte de valoriser. Pour être reconnu par une collectivité, le changement généré par une innovation doit servir à sa reproduction sociale. La communauté d'intérêt portant l'innovation est généralement associée par les économistes à une entreprise. Selon cette perspective, l'innovation organisationnelle relève essentiellement de l'organisation du travail (Brown, Duguid, 1991). La semaine alpine 2008 a élargi l'usage du concept d'innovation à une entité géographique, relevant plus précisément le travail collectif d'acteurs qui tentent de se représenter les Alpes et eux-mêmes de manière à contribuer à leur développement durable. Mais qui travaille à cette interaction innovante ? Comment cet acteur collectif s'organise-t-il ?

L'innovation peut concerner des produits, des services, des procédés de fabrication et des formes d'organisation. C'est surtout cette dernière forme d'innovation qui nous intéresse, car elle crée les conditions favorables à toutes les autres<sup>3</sup>. Nous proposons de comprendre l'innovation organisationnelle avec une approche sociologique, qui met l'accent sur la manière dont l'acteur (individuel et collectif), dans une situation structurelle donnée, fait usage de sa marge de liberté - donc de sa créativité - pour élaborer une stratégie d'action. Une stratégie qui permette de contourner, minimiser, utiliser avantageusement ou modifier les contraintes structurelles, ainsi que de tenir compte des incertitudes liées aux choix des autres acteurs, afin d'atteindre ses objectifs (Crozier, Friedberg, 1977).

En quoi les Alpes constitueraient-elles une situation ou un objet propice ou contraignant pour l'innovation ? Historiquement, les sociétés alpines ont appris à composer avec les contraintes et les ressources de leur situation géographique. Au carrefour de flux migratoires, elles se sont enrichies de multiples influences culturelles. La topographie et le climat extrêmes ont pesé sur leurs modes de vie et les ont amenées à se nourrir d'expériences venues d'ailleurs et à innover pour développer des pratiques adaptées à leurs territoires. La capacité d'innover des communautés alpines semble ainsi relever de leur situation dans ce système de contraintes et de potentiels, variable selon les lieux et dans le temps.

Nous défendons l'idée qu'il faut analyser les conditions locales de l'innovation pour rendre compte de la diversité des situations structurelles, géographiques et culturelles à travers les Alpes. Parce qu'une innovation qui fait sens et contribue au développement durable du territoire doit être située dans un lieu et un moment qui permettent aux acteurs d'interagir dans une certaine continuité et proximité avec le milieu naturel. Cette perspective s'appuie sur une étude des perceptions et des interactions sociales à propos de leurs forêts communales, dans un territoire alpin transfrontalier entre la Suisse et la France. Cette recherche a identifié une grande diversité d'organisations locales en relation avec les

<sup>2</sup> Nous comprenons le terme de lieu dans le sens du substantif « locale » d'Anthony Giddens, constitué d'interactions sociales spatialement et temporellement situées dans une certaine continuité (nous élargissons le concept pour comprendre aussi les interactions écologiques). Selon Giddens, la modernisation détache l'acteur du lieu, ce qui ébranle sa confiance, nécessaire à la construction des identités individuelles et collectives.

<sup>3</sup> Le secteur du tourisme promouvant l'innovation à l'échelle de destinations comprend en particulier sa dimension organisationnelle (InInnotour 1/08 « Les innovations ne tombent pas du ciel », p. 4-5)

forêts communales, selon qui participe, pourquoi et comment. Les résultats permettent de distinguer les organisations selon que leurs actions visent davantage à reproduire ou au contraire à changer les structures sociales influant sur la forêt, ses habitants et leur devenir. Le paragraphe suivant résume quelques éléments de cette recherche et de ses méthodes pour situer notre analyse des capacités d'innovation dans le contexte de processus organisationnels locaux.

## **Interroger l'innovation organisationnelle à propos de la gestion des forêts alpines**

Les réflexions proposées dans cet article reposent sur une recherche doctorale portant sur la participation des populations locales à la gestion des forêts communales dans les Alpes suisses (cantons de Vaud et du Valais) et françaises (Haute-Savoie). Six communes de montagne furent sélectionnées hors d'un échantillon régional de 79 (délimité par le cadre rouge dans la carte ci-dessous), pour avoir une importante portion de leur territoire couverte de forêts de propriété communale et une population inférieure à 3000 habitants. Les communes ont aussi été sélectionnées de manière à illustrer des situations variables en termes institutionnel (entre deux pays), démographique (population plus ou moins croissante) et économique (importance variable des secteurs primaire, secondaire et tertiaire). L'échantillon final consiste en deux communes avec un tourisme fortement développé, en particulier autour du ski (Leysin en Suisse et Châtel en France) ; deux communes où le secteur primaire agricole et forestier influence davantage l'emploi et l'utilisation du territoire (Rossinière en Suisse et Vacheresse en France) et des communes dont l'économie est mixte et orientée sur les secteurs secondaire et tertiaire des vallées de proximité (Vollèges en Suisse et Nancy sur Cluses en France). (Fig. 1)

L'objectif de cette étude comparative a été de comprendre comment les acteurs locaux perçoivent leurs forêts communales, comment ils interagissent avec ces milieux et à leurs propos, et comment ils prennent part à leur gestion. Soixante cinq résidents de diverses professions, divers âges, genres et situations sociales furent interviewés dans les six communes<sup>4</sup>. Les entretiens furent transcrits de manière détaillée avec les termes propres aux répondants, puis les textes analysés de manière qualitative (Grounded theory method, Glaser, 1992).

Reposant sur la théorie de Lewis Coser (1955), qui stipule que les conflits sociaux sont le moteur du changement social, la première phase de l'analyse consista à induire des textes d'entretiens les catégories thématiques de conflits. Ensuite, constatant qu'une bonne partie des textes n'exprimait pas des conflits mais des valeurs associées à la forêt communale, nous avons défini les catégories thématiques de ces valeurs. Dans un troisième

<sup>4</sup> Environ 10 interviews ouverts par commune, conduits entre 2002 et 2003, suivant un guide d'entretien sur les thèmes : (1) usages et regards sur les forêts communales ; (2) économie forestière locale ; (3) gestion forestière ; (4) gouvernance locale ; (5) visions pour le futur. Ces entretiens furent pour la plupart prévus, certains spontanés, sur le lieu de travail ou de vie des répondants, d'une durée de 30 à 90 minutes.

temps, nous avons identifié et analysé les actions collectives qui avaient une relation avec les forêts communales, les comparant selon les types d'acteurs initiant ces actions et y prenant part, les objectifs et les stratégies d'actions individuellement ou collectivement poursuivis, et les moyens mis en œuvre pour organiser ces interactions.

Les résultats de ces analyses montrent que l'engagement des acteurs locaux dans la gestion de leur forêt communale et leur capacité à s'organiser collectivement varient selon la situation institutionnelle, économique, géographique et démographique des communes. Le type et l'intensité du développement touristique s'avèrent également déterminant, considérant en particulier comment cette activité intègre, valorise ou affaiblit les autres secteurs (sylvo-pastoraux, agricoles, industriels et artisanaux). Ce sont les communes où l'activité touristique n'est pas prédominante, où le secteur primaire n'est pas marginalisé de la gouvernance locale et où le tourisme valorise le patrimoine local, qu'il y a davantage d'interactions à propos des forêts communales. En effet, un tissu économique et une gouvernance locale qui permettent la participation des diverses catégories professionnelles favorisent les interactions entre les résidents et leur forêt communale.

Mais quelles sont alors les interactions que nous pourrions qualifier d'innovantes ? En fait ce sont ces communes au tissu économique plus mixte et la gouvernance plus participative où l'on retrouve plus d'interactions organisées et aussi une certaine créativité dans l'offre de nouveaux produits, processus et services (agritourisme, produits du terroir et processus de qualité certifiés AOC ou FSC, et autres nouvelles activités récréatives, éducatives et culturelles). Au contraire, les communes qui ont développé de manière relativement exclusive un tourisme de masse, au détriment du secteur primaire, montrent moins d'interactions organisées en relation avec la forêt et les ressources naturelles locales.

En effet, l'innovation n'était pas la question centrale de notre recherche. Mais deux constats issus de l'analyse des vingt et une organisations locales éclairent la question de l'innovation des ou dans les Alpes. Le premier est que ces organisations se distinguent selon (a) le type d'acteur contrôlant le processus – soit gouvernemental ou non gouvernemental - et (b) l'effet des actions engagées - tendant soit à reproduire ou à changer les structures sociales. Le deuxième constat fut que la capacité à changer les structures sociales dépend d'une aptitude à l'auto-organisation des acteurs locaux et à la gestion des conflits. En fait, le dynamisme des interactions locales favorise, par la ventilation des conflits, non seulement la réaffirmation de valeurs partagées (essentiellement patrimoniales), mais aussi la génération de nouvelles valeurs (pour faire face aux nouveaux enjeux). Par exemple, un conflit sur la réintroduction du lynx, opposant des chasseurs, des éleveurs, des gestionnaires de la faune d'administrations publiques et des membres d'associations de protection de l'environnement, sera en partie désamorcé par l'organisation inédite d'une fête en forêt communale reproduisant une tradition en partie oubliée de construction de meules à charbon. Ainsi, le conflit déboucha sur de nouvelles valeurs partagées, intégrant des objectifs de conservation du patrimoine culturel et naturel et de développement économi-

que et social pour la région, notamment portées par une nouvelle association forestières, puis d'une organisation promouvant un projet de parc naturel régional<sup>5</sup>.

Les études de cas montrent certes qu'un contexte propice à l'innovation organisationnelle implique une certaine autonomie d'action de la part des acteurs locaux non-gouvernementaux, mais aussi l'engagement d'acteurs issus des administrations forestières et d'autorités municipales. Cette convergence de conditions est importante, car l'innovation organisationnelle implique des changements structurels, donc des relations de pouvoir modifiées. Si ces conditions ne sont pas réunies, l'innovation bute sur la résistance des acteurs qui estiment qu'elle met en danger leurs avantages (Agarwal et Ostrom, 2001). Dans les communes où la gestion du territoire résulte d'une gouvernance centralisée et exclusive en termes de représentations des divers intérêts locaux, les organisations locales sont plus souvent mobilisées par l'expression ponctuelle de conflits, mais peu aptes à gérer ces conflits dans la durée, à générer des valeurs partagées et à proposer des alternatives.

En quoi les processus collectifs identifiés seraient-ils des innovations en eux-mêmes ou des incubateurs ou contextes propices à l'innovation de produits et services ou processus ? En se fondant sur notre analyse comparative, il apparaît qu'une organisation serait d'autant plus innovante, en elle-même et par ses réalisations, qu'elle donne lieu à de nouvelles interactions entre acteurs auparavant peu impliqués, qu'elle poursuit des objectifs adaptés aux enjeux actuels, qu'elle modifie les structures de la communauté concernée et lui ouvre ainsi des marges de liberté. Bien que cela dépasse la recherche complétée en 2005, les vingt et une organisations étudiées pourraient être évaluées selon ces critères. Il en ressortirait probablement une gradation de capacité innovante qui serait inégale selon les communes et dynamique dans le temps de vie des organisations. Sans tenter cette évaluation à ce stade, notre analyse des interactions forestières relève des contraintes qui, sans doute, affectent aussi la capacité innovante des organisations. Les interviews montrent que les habitants évitent souvent de soulever ou tenter de résoudre des conflits au niveau local<sup>6</sup>. Selon les études de cas, les nouvelles organisations locales ont souvent pour objectifs le maintien ou l'amélioration de la qualité de vie et l'intégration sociale des acteurs locaux, ce qui n'est pas toujours compatible avec des objectifs de changement structurel. Et lorsque des organisations locales visent à opposer une action perçue comme menaçante (notamment pour leur qualité de vie), elles s'organisent surtout de manière informelle et souvent pour une durée limitée à la vie du conflit. Elles sont maintenues dans la marginalité par les autorités et structures de pouvoir locales avec lesquelles elles sont en désaccord ; la légitimité nécessaire à la proposition d'alternative leur est généralement refusée. Ces résultats indiquent le poids des contraintes rencontrées par les acteurs

<sup>5</sup> Une autre expérience collective anima cette commune : la tempête Lothar qui coucha en décembre 1999 une bonne part de sa forêt. Les habitants s'organisèrent alors activement pour aider les personnes touchées et restaurer les lieux. Cinq années après, les perceptions étaient encore empreintes de ce vécu, mais souvent commentées de manière positive. La plupart disaient que la forêt se remettait bien et que la tempête et ses dégâts avaient remobilisé les habitants et la municipalité pour soutenir sa gestion.

<sup>6</sup> Ce constat rejoint la théorie de Lewis Coser (1956), selon qui, dans les relations de groupes fermés (clan, église, parti), les acteurs exposent globalement leur identité et leurs divers réseaux sociaux. Craignant d'autant plus l'exclusion sociale, ils tendent alors à réprimer l'expression des conflits, ce qui en aggrave les effets.

désireux de gérer les conflits au niveau local, voire changer les structures de gouvernance et innover face aux nouveaux enjeux.

Malgré les limites évoquées, le pouvoir d'action et d'innovation particulier aux acteurs-créateurs au niveau local tient à la continuité des relations écologiques et sociales avec leur environnement de proximité, soit leur ancrage dans des valeurs patrimoniales. Les valeurs patrimoniales sont généralement associées aux valeurs naturelles et culturelles des lieux, mais moins souvent aux organisations et institutions locales qui les portent. Ce sont elles qui pourtant engendrent le processus de patrimonialisation, comprenant toujours une part d'innovation. En effet le patrimoine ne saurait être conservé, restauré, valorisé s'il n'est pas aussi re-présenté, c'est-à-dire réinterprété, donc en partie transformé, pour permettre à ses titulaires d'imaginer le futur et de s'y projeter (Micoud, 2005). A l'exemple de nos études de cas, nous allons explorer ce que nous appelons le « patrimoine organisationnel ».

## **La patrimonialisation : un processus animant une communauté à innover**

L'analyse des perceptions d'acteurs alpins en relation avec leur forêt communale révèle l'importance des valeurs patrimoniales, distinguées des valeurs de ressources, d'environnement, de protection et de récréation. Sans définir chacune de ces valeurs, il est utile pour cette discussion de préciser comment les enquêtés comprennent les valeurs patrimoniales. Elles sont associées dans les discours aux termes suivants : propriété privée, territoire commun ou public ; élément du patrimoine construit ; un legs vivant de travail et de savoir transmis à travers les générations ; un lieu d'échange et de lien social ; un élément de l'identité personnelle ou d'une communauté ; un lieu et objet d'événements culturels et festifs ; un référent symbolique (dans l'artisanat local, les contes, etc.). Ce sont surtout les femmes, les jeunes, les personnes travaillant dans le secteur tertiaire, qui ont exprimé des valeurs patrimoniales en relation avec la forêt. Ces mêmes catégories sociales sont généralement marginalisées dans les prises de décision relatives à la gestion des forêts. Les communes où leur participation est faible ont moins de processus d'interactions organisés en relation avec la forêt.

Les valeurs patrimoniales sont pour une grande part générées par l'histoire de régimes de propriété ou de gestion communs. Les communes ayant l'expérience ou la mémoire de systèmes de gestion communautaire des ressources naturelles sont aussi actuellement plus dynamiques en interactions collectives en lien avec les forêts communales. Par exemple, ces actions consistent pour Vollèges (Valais) en la restauration et l'usage commun d'un four à pain chauffé avec du bois de la forêt de la bourgeoisie<sup>7</sup> et collecté par les membres de l'association ; pour Nancy sur Cluses (Haute-Savoie) en une association de

<sup>7</sup> Une forme de propriété et de gestion commune qui date du moyen âge et constitue la plus grande part de la propriété forestière du Valais.

volontaires ouvrant et entretenant des sentiers dans la forêt et les pâturages communaux ; pour Vacheresse (Haute-Savoie) en l'organisation de l'affouage<sup>8</sup>.

Ces associations émergent d'un patrimoine organisationnel relativement répandu dans les Alpes de régimes de propriété ou de gestion communes des ressources forestières et pastorales. Avec la modernisation, ces régimes se sont érodés (Kissling-Näf, Volken, Bisang, 2001), souvent délégitimés et dépourvus de leur pouvoir décisionnel et économique par les institutions dominantes de la modernité - l'Etat, la science et le marché (Giddens, 1990). Mais notre recherche montre que ces vestiges d'organisations et institutions communautaires peuvent (re)surgir et se renouveler avec de nouveaux objectifs. Nous constatons que ces formes d'organisations servent les besoins d'une communauté d'intérêt définie, se distinguent par des objectifs de conservation du patrimoine local et d'amélioration de la qualité de vie des habitants. Ce dernier point diffère des objectifs des régimes de propriété ou de gestion communs précédant la modernisation, qui étaient de garantir la subsistance du groupe.

Les organisations communautaires d'aujourd'hui innovent notamment dans le mode de représenter des valeurs, de re-découvrir des « nouveaux-anciens » produits, avec une mise en scène actualisée de produits dits « traditionnels » ou « du terroir ». L'image véhiculée par ces modes de valorisation devant être comprise par des acteurs qui ne partagent pas le même lieu de vie. Ces communs « postmodernes » intègrent des références exogènes multiples (Giddens, 1991), tout en cherchant à représenter et valoriser le caractère authentique, donc unique, du territoire. Ce travail de représentation du patrimoine, ou « de redire ce qui nous relie », selon André Micoud (2005), sert aussi à légitimer ceux qui se réclament le droit et (parfois) la responsabilité de le conserver, et qui veulent donc décider de son devenir.

Le patrimoine organisationnel des systèmes de gestion communautaire des sociétés alpines peut nourrir une stratégie patrimoniale « trans-appropriative », dans laquelle tous les acteurs qui ont un impact sur la ressource et le territoire participent (Ollagnon, 2005). Ce processus de patrimonialisation est nécessairement unique à chaque lieu et innovateur de nouvelles relations entre sujets et objets, entre cré-acteurs et territoire, entre alpins et Alpes. Ce processus crée des acteurs collectifs, tout comme il crée de nouveaux produits et services, susceptibles de à la fois conserver et valoriser le patrimoine naturel et culturel local.

## **Conclusion : Innover localement pour sortir de la crise globale ?**

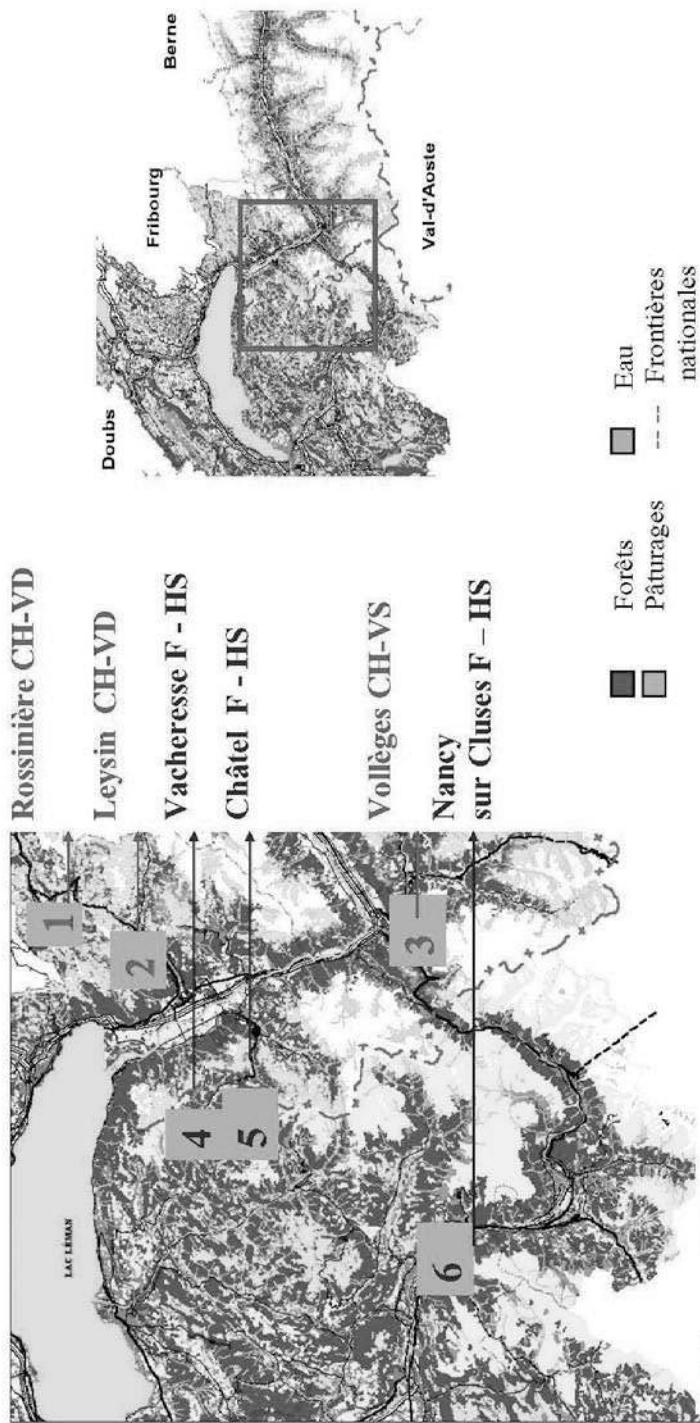
Le discours sur « l'innovation » met généralement l'accent sur la nouveauté, donc le changement. Tel que les concepts de « développement » et de « modernisation », il tend à masquer les conditions du processus, notamment l'ancrage dans le patrimoine naturel et culturel des acteurs dont il engage les savoirs, les réseaux sociaux et la créativité. C'est

<sup>8</sup> L'affouage est une distribution de bois de feu, issu de la forêt communale, aux résidents de la commune.



négliger le fait que toute innovation demande à être re-connue par une collectivité, lui permettre de projeter son identité dans l'avenir. L'innovation doit donc résoudre ou mitiger des conflits et répondre aux enjeux perçus par cette collectivité comme menaçants ou déterminants pour son devenir.

Notre discussion soulève le besoin d'explorer davantage les relations apparemment paradoxales entre innovation – généralement comprise comme tributaire d'une capacité individuelle - et conservation du patrimoine - comprise comme tributaire d'un engagement collectif. Nous avons approché les dimensions organisationnelles de l'innovation et souligné l'importance de situer les cré-acteurs dans un lieu-moment. Notre étude nous mène à comprendre l'innovation comme un travail collectif de création de sens et de projection dans la durée. Ce travail est à la fois porteur de changements, par la prise en compte des conflits et des enjeux actuels, mais aussi reproducteur de valeurs et de structures sociales associées à l'identité des acteurs individuels et collectifs.



**Figure 1**

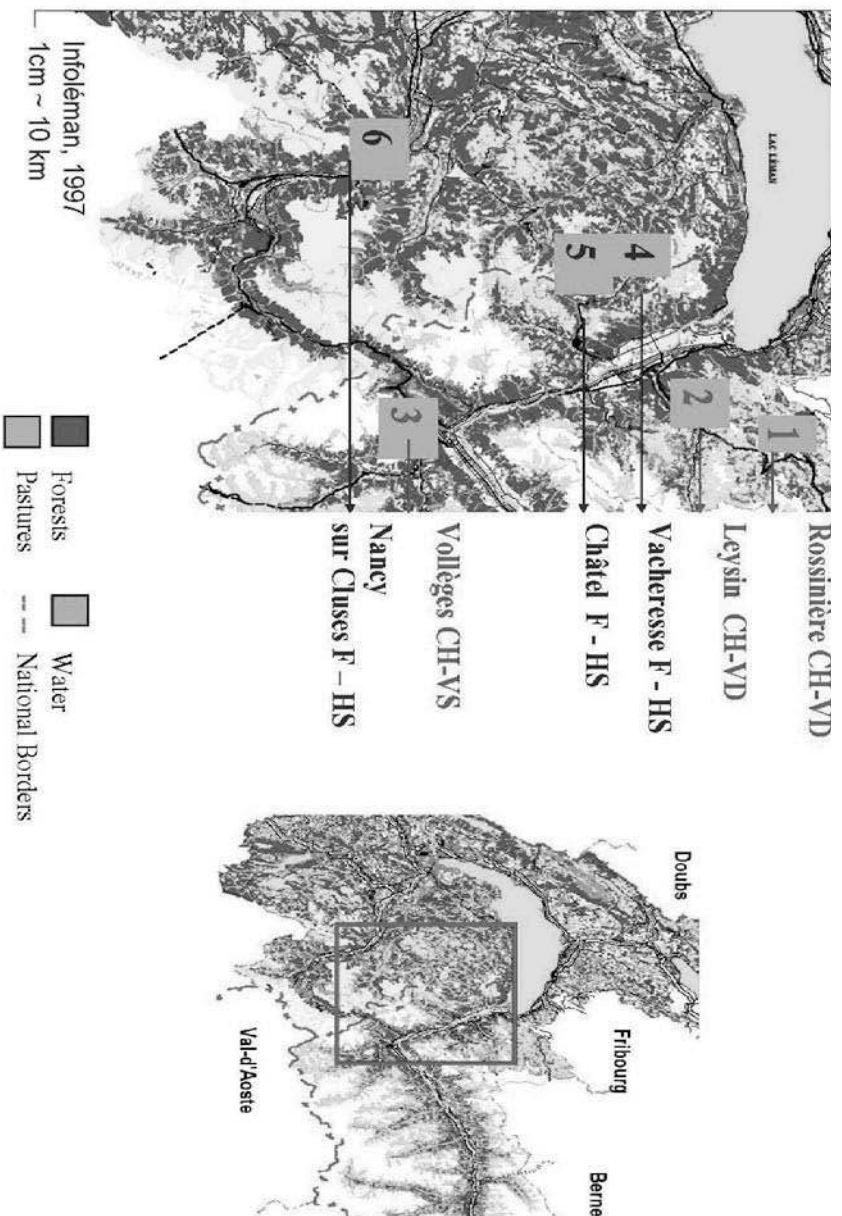


Figure 1: Social agency in communal forests: selection of communes in the Swiss and French Alps. (Finger-Sich, (2005))

## References

- Brown J.S., Duguid P., 1991. – “Organizational Learning and Communities of Practice: Toward a Unified View of Working, Learning and Innovation”. *Organization Science*, vol. 2, no 1, pp. 40-57.
- Cosalp, 2008. – Semaine alpine, Innover (dans) les Alpes. L'Argentière-La-Bessée, 11-14 juin, France.
- Coser L. 1956. – *The Functions of Social Conflict*. The Free Press, New York.
- Crozier M., Friedberg E., 1977. – *L'Acteur et le Système*, Editions du Seuil, Paris.
- Finger-Stich A., 2005. – *Social Agency in Alpine Communal Forests: Local Actors' Interactions with Communal Forests in the French and Swiss Alps*. Université Albert-Ludwigs de Freiburg en Brisgau (Allemagne) <http://www.freidok.uni-freiburg.de>
- Gerbaux F., Boudieres V., Marcelpoil E., 2004. – « De l'utilité de la notion de gouvernance pour analyser les modes de management touristiques locaux, l'exemple de la station des Arcs ». *Ingénieries*, N°. 37, pp. 75-85.
- Giddens A., 1990. – *The Consequences of Modernity*. Polity Press Ltd., Cambridge, UK.
- Giddens A., 1991. – *Modernity and Self-Identity*. Polity Press, Cambridge, UK.
- Glaser B., 1992. – *Basics of Grounded Theory Analysis*. Sociology Press, Mill Valley, California.
- Kissling-Naf I., Volken T., Bisang K., 2001. – *Common property and natural resources in the Alps : the decay of management structures ? Forest Policy and Economics*. Elsevier Science.
- Micoud A., 2005. – « La patrimonialisation ou comment redire ce qui nous relie ». In Barrere C., Barthelemy D., Nieddu M., Vivien D., 2005. – *Réinventer le patrimoine: De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine*, l'Harmattan, Paris, pp. 85-96.
- Ollagnon H., 2005. – « Stratégies patrimoniales pour un développement durable ». In Barrere et al., op. cit., pp. 179-197.
- Ostrom E., Agrawal A., 2001. – “Collective Action, property rights and decentralization in resource use in India and Nepal”. *Politics and Society* 29 (4), pp. 485-514.
- Vivien F.-D., 2005. – *Le développement soutenable*. Collection Repères, La Découverte, Paris.